

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Aussenpolitik
Schlagworte	EU-Forschungsprogramme
Akteure	Keine Einschränkung
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1989 - 01.01.2019

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Bovey, Audrey
Burgos, Elie
Clivaz, Romain
Hulliger, Caroline

Bevorzugte Zitierweise

Bovey, Audrey; Burgos, Elie; Clivaz, Romain; Hulliger, Caroline 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Aussenpolitik, EU-Forschungsprogramme, 2003 - 2018*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Aussenpolitik	1
Beziehungen zur EU	1
Zwischenstaatliche Beziehungen	2

Abkürzungsverzeichnis

EFTA	Europäische Freihandelsassoziation
EU	Europäische Union
EDA	Eidgenössisches Departement für auswärtige Angelegenheiten

AELE	Association européenne de libre-échange
UE	Union européenne
DFAE	Département fédéral des affaires étrangères

Allgemeine Chronik

Aussenpolitik

Beziehungen zur EU

BUNDESRATSGESCHÄFT
DATUM: 26.11.2003
ROMAIN CLIVAZ

Le Conseil fédéral a transmis à la fin du mois de novembre le message relatif à l'approbation de **l'accord de coopération scientifique et technologique** entre la Confédération suisse et les Communautés européennes en vue de la participation de la Suisse aux sixièmes programmes-cadres de l'UE. Il est entré en vigueur de manière anticipée au premier janvier 2004, afin que les chercheurs suisses ne soient pas prétérités. Le lancement et la direction de projet leur sera désormais possible.¹

INTERNATIONALE BEZIEHUNGEN
DATUM: 16.01.2004
ELIE BURGOS

Le conseiller fédéral Pascal Couchepin a signé à Bruxelles, le 16 janvier, **l'accord-cadre sur la recherche entre la Suisse et l'Union européenne**. Grâce à cet accord, les chercheurs suisses pourront lancer et diriger des programmes comme leurs homologues européens dans le cadre du 6ème programme-cadre de l'UE. Pour la Suisse, les coûts de cet engagement seront d'environ 210 millions de francs par an. Le parlement avait d'ailleurs déjà accepté en 2002 un crédit en vue de cette participation. Dernier des sept accords bilatéraux signés en 1999, celui-ci a dû sa signature tardive au fait qu'il était le seul à avoir une durée limitée. Les programmes-cadres de l'UE portant sur quatre ans seulement, la Suisse avait négocié sa participation pour 1999-2002. Or, puisque les bilatérales ne sont finalement entrées en vigueur qu'en juillet 2002, il a fallu remettre l'ouvrage sur le métier pour la période 2003-2006. Cet accord est entré en vigueur au 1er janvier de l'année sous revue.²

POSTULAT
DATUM: 10.12.2008
ELIE BURGOS

Le Conseil des Etats a adopté tacitement un postulat Burkhalter (prd, NE), qui demandait au Conseil fédéral d'examiner l'opportunité de s'associer dans les meilleurs délais aux **nouvelles initiatives technologiques conjointes** (Joint Technology Initiatives) **lancées par l'UE** à la fin de l'année 2007. Le député faisait référence en particulier aux programmes ENIAC et Artemis, qui ont pour but de développer les avantages compétitifs de l'industrie européenne dans les technologies de l'information. De manière plus générale, le Conseil fédéral est également chargé d'étudier les possibilités de disposer d'une marge de manoeuvre pour réagir rapidement dans de tels cas dans les crédits-cadres quadriennaux FRI (formation, recherche et innovation).³

POSTULAT
DATUM: 05.06.2018
AUDREY BOVEY

Par le biais du postulat **«Participation à la coopération européenne»**, le conseiller national Martin Naef (ps, ZH) invite le Conseil fédéral à préciser la stratégie de la Suisse en ce qui concerne sa coopération avec l'UE, notamment dans les domaines ayant trait à l'accès des entreprises suisses au marché européen, à la formation, à la recherche, à la sécurité ou à la contribution helvétique au processus d'intégration européenne.

Si le Conseil fédéral propose d'accepter le postulat, ce dernier est dans un premier temps combattu par le député Roland Büchel (udc, SG), et donc renvoyé.

En juin 2018, le représentant de l'Union démocratique du centre s'explique devant la chambre du peuple: un rapport sur l'état des relations entre la Suisse et l'UE serait superflu, puisque la question appartient aux affaires courantes du DFAE. Ignazio Cassis fait toutefois part de la volonté du Conseil fédéral d'établir un tel rapport, afin de répondre conjointement au présent postulat et au postulat 13.3151. Le compte-rendu sera publié durant le dernier trimestre de l'année 2018.

Le postulat est finalement adopté par une majorité de la chambre basse (120 voix pour, 68 contre, 0 abstention) lors du vote du 5 juin 2018.⁴

Zwischenstaatliche Beziehungen

Le 10 novembre, **Johann Schneider-Ammann** s'est déplacé à **Bruxelles** pour une visite de travail. Il a d'une part participé à la rencontre annuelle des ministres de l'AELE et de l'Union européenne. D'autre part, le conseiller fédéral a rencontré les commissaires européens Jyrki Katainen et Carlos Moedas avec lesquels il a discuté de la relation entre la Suisse et l'UE et de la situation des chercheurs suisses au sein du programme Horizon 2020.⁵

1) Communiqués de presse de l'Office fédéral de l'éducation et de la science des 16.7 et 26.11.03; FF, 2004, p. 227 ss.

2) FF, 2004, p. 241 ss.; presse du 17.1.04; LT, 17.9.04.

3) BO CE, 2008, p. 948.

4) BO CN, 2018, p. 533; BO CN, 2018, p. 810 ss.

5) Visite de travail de Johann Schneider-Ammann à Bruxelles